



moins de déchets, plus de ressources !

Syndicat Mixte de valorisation et de traitement des déchets ménagers
et assimilés en Lot-et-Garonne à vocation départementale
ZAE de la Confluence, Chemin de Rieulet - 47160 Damazan

Appel d'offres ouvert

Article L2124-2 du Code de la commande publique

Marché n°SE2025-02

**Traitement des lixiviats produits par les installations
de stockage des déchets non dangereux (ISDND)
de Nicole et Monflanquin**

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de remise des offres :
Lundi 19 mai, avant 12h00

Sommaire

Article 1 - Objet du marché	- 3 -
Article 2 - Cadre de la consultation	- 3 -
2.1 Forme et type de procédure :.....	- 3 -
2.2 Durée du marché :.....	- 3 -
2.3 Allotissement :	- 3 -
2.4 Variante :	- 3 -
2.5 Tranches optionnelles :.....	- 4 -
2.6 Modalités d'attribution - groupement :	- 5 -
Article 3 : Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises :.....	- 5 -
3.1 Contenu du DCE :	- 5 -
3.2 Renseignements complémentaires :.....	- 6 -
Article 4 : Visite préalable obligatoire des ISDND de Nicole et de Monflanquin	- 6 -
Article 5 : Attendus de la candidature et de l'offre	- 6 -
5.1 Présentation des candidatures :	- 7 -
5.2 Présentation des offres :	- 7 -
5.3 Documents à fournir par le candidat retenu :.....	- 8 -
Article 6 : Modalités d'analyse des offres :	- 9 -
6.1 Analyse des candidatures :	- 9 -
6.2 Critères de jugement des offres :	- 10 -
6.3 Méthodes d'analyse des offres :	- 10 -
Article 7 : Déclaration sans suite	- 11 -
Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des offres	- 11 -
8.1 Date et heure limite de remise des offres :.....	- 11 -
8.2 Dépôt des offres par voie électronique :.....	- 11 -
8.3 Mises en garde quant à la transmission de l'offre sur la plateforme :	- 12 -
8.4 Prérequis de la transmission électronique :	- 12 -
8.5 Format des fichiers :	- 12 -
8.6 Certificat de signature :	- 13 -
8.7 Traitement des documents contenant un virus informatique	- 13 -
Article 9 : Copie de sauvegarde.....	- 14 -
Article 10 : Information aux candidats rejetés	- 15 -
Article 11 : Voies de recours	- 15 -

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet le traitement des lixiviats sur les Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux -ISDND- de Monflanquin et de Nicole.

Le système proposé doit permettre à chaque site de traiter sur place la totalité des lixiviats produits tout en respectant les critères de rejet des arrêtés préfectoraux en cours.

Lieux des prestations :

- ✓ ISDND de Monflanquin lieu-dit « l'Albié » 47150 MONFLANQUIN ;
- ✓ ISDND de Nicole lieu-dit « Couillit » 47190 NICOLE.

Les prestations objets du marché sont décrites de manière détaillée dans le CCTP.

Codes CPV applicables :

90420000-7 – Services de traitement des eaux usées (Code CPV principal)

90513000-6 – Services de traitement et d'élimination des ordures ménagères et des déchets non dangereux

Article 2 - Cadre de la consultation

2.1 Forme et type de procédure :

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application de l'article L2124-2 du Code de la commande publique. Il prend la forme d'un marché à bon de commande conformément aux articles R2162-13 et 14 du Code précité. Il est établi sans montant minimum, mais avec un montant maximum correspondant à 4 200 000 € HT sur sa durée totale (base et les deux reconductions).

Il est précisé qu'une clause de réexamen est prévue au CCAP du présent marché.

2.2 Durée du marché :

Le marché prend effet à la date de notification du marché. Toutefois, la durée du marché sera déclenchée à compter de la mise en service effective des installations consécutive à la période de préparation qui sera indiquée par un ordre de service adressé au Titulaire.

A compter de cette date, il est conclu pour une durée initiale de 24 mois, reconductible de manière expresse 2 fois 12 mois, dans la limite d'une durée totale de 48 mois. Il est précisé que le Titulaire ne peut refuser la décision de reconduction du marché en cours.

L'Organisme procédera à l'envoi de bons de commande au fur et à mesure du besoin.

2.3 Allotissement :

Le présent marché n'est pas alloti.

2.4 Variante :

Une variante est une offre alternative venant modifier les spécifications techniques de la solution de base, et qui, dès lors qu'elle est retenue, se substitue à l'offre de base. Le choix de retenir une variante ne découle que de l'application des critères d'attribution qui permettent de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes présentées.

Dans le cadre du présent marché, la proposition de variante est autorisée. Chaque candidat a la possibilité de présenter une solution variante consistant proposer une externalisation du traitement complémentaire (en cas de fortes pluies), dans le respect des exigences minimales décrites dans les documents de consultation du présent marché. Il est précisé qu'une seule proposition de variante est autorisée.

Le candidat veille particulièrement à rendre son offre variante explicite et transparente. Il identifie l'ensemble des avantages financiers et techniques en découlant, notamment au regard de la solution de base et livre, le cas échéant, tout document ou information complémentaire permettant la bonne compréhension de la proposition.

2.5 Tranches optionnelles :

Le marché est décomposé en une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

Les prestations sollicitées pour chaque tranche dans le cadre du présent marché sont les suivantes :

Tranche	Prestations concernées
Tranche ferme	La fourniture et l'installation des équipements pour le traitement des lixiviats sur les deux sites
	L'exploitation des installations de traitement mises à disposition sur les deux sites
	La maintenance des installations sur les deux sites en full service
	La mise en place d'une station complémentaire liée aux conditions climatiques
Tranche optionnelle n°1	Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage
Tranche optionnelle n°2	Réalisation des travaux

L'offre remise devra comprendre l'ensemble des prestations demandées : tranche ferme et tranches optionnelles 1 et 2.

Les tranches optionnelles, telles que définies par le code de la commande publique (art. R2113-4 à R2113-6), sont des prestations complémentaires définies dans le CCTP de ce marché et pour lesquelles leur exécution est subordonnée à la décision de l'Organisme de les affermir.

Seule la décision de l'Organisme permettra d'activer ces tranches optionnelles.

Les modalités d'analyse des propositions sont définies au présent document.

2.6 Modalités d'attribution - groupement :

Pour la présentation d'une candidature ou d'une offre, l'Organisme n'impose pas de forme juridique pour la constitution d'un groupement d'opérateurs économiques.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public. Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Dans les deux formes de groupements mentionnées ci-dessus, l'un des opérateurs économiques membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Organisme et coordonne les prestations des membres du groupement.

Dans la candidature, chaque membre doit fournir la justification de ses qualités et capacités demandées ci-dessous. Les candidatures et les offres sont présentées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Si le groupement est attributaire du marché, le mandataire devra fournir les documents prouvant son habilitation à représenter le groupement.

Il est à noter que l'Organisme se réserve le droit de demander à tout moment la communication de la convention constitutive du groupement. Chaque entreprise partie du groupement énumère la totalité des autres entreprises qui le constituent aux fins d'éviter la méconnaissance de l'ensemble des entités du groupement par l'un de ses constituants.

Le soumissionnaire prendra note de l'interdiction de se présenter en candidat unique et groupé à la fois.

Article 3 : Retrait du Dossier de Consultation des Entreprises :

3.1 Contenu du DCE :

Le candidat devra retirer le dossier de consultation sur le site du profil acheteur DEMAT AMPA, qui comprend :

- Le présent Règlement de la consultation (RC),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- L'acte d'engagement (AE), *à compléter par le candidat,*
- Les formulaires DC1 et DC2, *à compléter par le candidat,*
- Le bordereau de prix unitaires portant quantités estimatives, *à compléter par le candidat.*

Le candidat doit signaler à l'Organisme toute erreur, omission, imprécision contradictoire ou ambiguïté qu'il pourrait déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation. En conséquence, il ne pourra ni refuser d'exécuter les prestations, objet du présent marché, ni réclamer aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le Titulaire (conditions générales, tarifs, documentation) contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du marché est réputée non écrite.

3.2 Renseignements complémentaires :

Toute communication de renseignements sur le DCE doit faire l'objet d'une demande écrite, via la plateforme DEMAT AMPA.

Le candidat adresse sa demande six (6) jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Une réponse sera alors communiquée sur le profil acheteur. Pour les questions posées après ce délai et avant la date de remise des offres, il sera laissé à la libre appréciation de l'Organisme de communiquer une réponse.

Par ailleurs, l'Organisme se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date. Il est donc fortement conseillé aux candidats de s'identifier sur la plateforme de dématérialisation afin de recevoir tout complément d'information.

Article 4 : Visite préalable obligatoire des ISDND de Nicole et de Monflanquin

Une prise de connaissance de la configuration, de l'environnement des lieux et de toutes les contraintes de réalisation sont souhaitées. A ce titre, **avant de déposer une offre, le candidat a l'obligation d'effectuer une visite des sites.**

A cet effet, il appartient à chaque candidat de prendre rendez-vous auprès de l'Organisme :

- Par mail à : contact@valorizon.com
- Ou via la plateforme DEMAT AMPA

A l'issue des visites, une attestation de visite signée par l'Organisme sera adressée au candidat par mail.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que toute question éventuelle devra impérativement être posée sur la plateforme de publication DEMAT AMPA. Aucune réponse ne sera donnée pendant les visites de site.

Article 5 : Attendus de la candidature et de l'offre

Les candidats doivent transmettre un dossier complet, rédigé en langue française ou traduit par un traducteur assermenté, comprenant les documents suivants regroupés dans une seule et même enveloppe.

5.1 Présentation des candidatures :

Pour l'appréciation des candidatures, il est demandé de fournir, par chaque candidat ou chaque membre d'un groupement, les renseignements et formalités nécessaires suivants pour l'évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières.

A noter que les éléments suivants peuvent être transmis au travers des formulaires DC1 et DC2, transmis au sein du DCE.

1	Identification du candidat ou du mandataire : nom ou dénomination et adresse du siège social, adresse électronique, numéro de téléphone, numéro de SIRET (DC1)
2	Une déclaration sur l'honneur : dûment datée et signée par le candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique (DC1) ;
3	Le chiffre d'affaires global : Le chiffre d'affaire de l'agence locale en charge de l'exploitation du marché et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise. Pour les sociétés nouvellement créées, le candidat pourra fournir toutes indications concises et utiles permettant de juger de sa capacité financière à exécuter le marché (DC2) ;
4	Présentation générale de l'entreprise mettant en évidence les éléments suivants : - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ; - la présentation d'une liste des principales références portant sur des prestations similaires au cours des trois dernières années, indiquant le montant (volume financier), la date et le destinataire.
5	Attestation d'assurance en responsabilité civile en cours de validité.

- 7 -

Les formulaires (DC1 et DC2) peuvent être remplacés par le Dume (Document Unique de Marché Européen) ou le e-DUME (format électronique) disponible à l'adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

5.2 Présentation des offres :

L'offre (de base ou variante) doit contenir les éléments suivants, au sein d'un même dossier :

1	L'acte d'engagement (AE) : dûment complété. Le candidat est informé que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de sa part à signer ultérieurement l'accord-cadre qui sera attribué.
2	Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), portant quantités estimatives, dûment complété et signé.

Un mémoire technique, limité à 15 pages maximum, présentant les éléments suivants:

- 3
- Les interlocuteurs dédiés à l'exécution des prestations ;
 - La filière de traitement qui sera mise en place ;
 - Le détail des process de Nicole et de Monflanquin ;
 - La maintenance nécessaire pour un fonctionnement normal ;
 - Les habilitations et formations nécessaires pour la gestion des installations ;
 - L'organisation envisagée ;
 - Le système complémentaire de traitement et le temps de mise e service.

4 **L'attestation d'assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommage causés par et pendant la livraison**

5 **Gamme de mesures de rejets d'installations équivalentes dans le cadre d'un portée à connaissance**

En cas de présentation d'une offre de base ET d'une variante, le candidat présentera des sous-dossiers distincts (un dossier pour l'offre de base et un dossier pour la variante) contenant l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus.

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours**, à compter de la date limite de remise des offres.

5.3 Documents à fournir par le candidat retenu :

Avant de conclure le marché, l'Organisme devra s'assurer que le candidat retenu est en règle de ses obligations fiscales et sociales et qu'il ne se trouve dans aucun autre motif d'exclusion de la procédure de passation du marché prévu par les articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique. En outre, il vérifiera la capacité juridique du signataire.

A compter de la date du courriel de la demande par l'Organisme, le candidat dispose d'un délai de 8 jours ouvrés pour fournir les documents suivants :

Pièces à fournir par le candidat retenu :	
Acte d'Engagement :	L'Acte d'engagement dûment signé par une personne habilitée et conforme à l'offre remise
Attestation fiscale et sociale :	Les documents prévus à l'article R2143-7 du code de la commande publique : Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites
Attestation sur l'Honneur :	Conformément à l'article R2143-6 du code de la commande publique : Une attestation sur l'honneur comme quoi le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir.

Documents justificatifs et moyens de preuve de non-exclusion :	<p>Lorsque l'immatriculation du candidat au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat doit fournir l'un des documents mentionnés à l'article D8222-5 du nouveau Code du travail :</p> <p>a) un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis), ou b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, ou d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.</p>
Emploi de salariés étrangers :	<p>La liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail pris en application de l'article L8254-1. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance.</p> <p>Dans le cas contraire, une attestation sur l'honneur de non-emploi de salarié étrangers.</p>
Redressement judiciaire :	La copie du jugement en cas de redressement judiciaire, le cas échéant.

Le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France. Si le pays ne peut fournir ces certificats, le candidat étranger produira une déclaration sous serment ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou autorité administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si l'attributaire provisoire est dans l'impossibilité de présenter ces documents ou s'il ne les a pas présentés dans le délai imparti, son offre est rejetée. Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires pour que le marché lui soit attribué. Il sera procédé ainsi dans l'ordre de classement jusqu'à ce que l'un des candidats classés remette effectivement ces documents.

Article 6 : Modalités d'analyse des offres :

6.1 Analyse des candidatures :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'Organisme se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces, dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables sont examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'Organisme veillera à ce que la variante proposée ne remet pas en cause le projet de base.

6.2 Critères de jugement des offres :

Pour le présent marché, les offres seront sélectionnées et classées en fonction des critères pondérés suivants :

Critères de jugement	Pondérations
Valeur technique	
La valeur technique sera appréciée au regard des critères ci-dessous : - les moyens humains dédiés ; - le matériel utilisé ; - Les mesures prises en faveur de l'environnement ; - les mesures permettant de garantir la continuité du service	50 %
Valeur financière	
La valeur financière sera analysée au regard du montant total HT indiqué dans le BPU portant quantités estimatives.	40 %
Délais	
Les délais de livraison et les délais de l'installations des équipements en jour indiqué par les candidats dans l'acte d'engagement.	10 %

- 10 -

Le marché étant passé sous la forme d'un appel d'offre ouvert, aucune négociation ne pourra être envisagée. Les candidats sont invités à remettre la meilleure proposition dès la phase de remise des offres.

6.3 Méthodes d'analyse des offres :

Concernant l'offre financière, le candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse bénéficiera de la note maximale. Les autres candidats se verront affecter une note calculée de la façon suivante :

$$\text{Note} = 40 \times \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de la proposition commerciale du soumissionnaire}}$$

La valeur technique est analysée au regard des éléments demandés à l'article 5 du présent document et des critères susvisés à l'article 6.2, notés selon une échelle de notation identique et sans hiérarchisation.

Méthode d'analyse de la variante :

Les offres de base et la variante est jugée en une seule fois sur la base des mêmes critères de sélection et selon les mêmes modalités, définis ci-dessus. C'est l'offre qui est identifiée comme économiquement la plus avantageuse qui est retenue, qu'elle corresponde à une offre de base ou à une variante. L'Organisme précisera au titulaire pressenti s'il retient l'offre de base ou la variante.

A l'issue de l'analyse, l'Organisme procède aux 2 classements suivants :

Classement 1 :	Entre les offres de base uniquement
Classement 2 :	Entre les offres de base avec variante

- 11 -

Les types de classement seront établis selon les mêmes critères de jugement et de pondération susvisés.

Article 7 : Déclaration sans suite

Pour un motif d'intérêt général motivé, l'Organisme se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure. La déclaration sans suite peut intervenir à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du marché, et ce sans délai, même si ce dernier a été attribué. Le candidat retenu, quand bien même le marché lui est attribué, ne peut prétendre à aucune indemnité compensatoire en raison de l'absence de droit acquis à la signature du contrat.

Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des offres

8.1 Date et heure limite de remise des offres :

La date limite de remise des offres est fixée le Lundi 19 mai 2025, avant 12h00

L'attention du candidat est attirée sur le fait que la candidature et l'offre doivent faire l'objet d'un mode de transmission identique. Ainsi le choix du mode de transmission est irréversible : l'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

8.2 Dépôt des offres par voie électronique :

Les offres devront parvenir obligatoirement par voie électronique, via la plateforme <https://demat-ampa.fr>.

Toute candidature transmise sur support papier par voie postale sera écartée, sauf impossibilité technique attestée par la plateforme.

La transmission complète de la candidature et de l'offre devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiée, sous peine d'irrecevabilité. Le dépôt plis donne lieu à un accusé de réception indiquant la date et l'heure de réception.

8.3 Mises en garde quant à la transmission de l'offre sur la plateforme :

L'Organisme ne pourra être tenu pour responsable des dommages, troubles, directs ou indirects, qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site demat-ampa.fr.

Le candidat est donc tenu de s'assurer du bon fonctionnement de ses outils informatiques (connexion internet, logiciels...). En cas de dysfonctionnement informatique ou si le temps de téléchargement est allongé par des documents lourds, l'Organisme ne pourra pas accorder de dérogation.

D'éventuelles difficultés techniques dues à de fortes affluences sur le site de la plateforme peuvent intervenir sur des périodes de la journée. Il est donc recommandé de ne pas attendre le dernier moment pour transmettre son offre, afin d'éviter tout problème lié à un encombrement du site.

8.4 Prérequis de la transmission électronique :

Si la réponse électronique est indispensable, aucune signature n'est exigée au moment du dépôt de l'offre (la signature sera demandée a posteriori à la seule entreprise retenue) conformément à l'article R 2182-1 du code de la commande publique.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, ou tout autre support matériel) et par courriel n'est pas autorisée.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle (au moyen d'un certificat de signature électronique) et conforme au format XAdES, CAdES, PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

La personne physique détentrice du certificat doit être celle qui est habilitée à signer.

Nota : Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Les candidats sont informés que lors de l'attribution du marché, les pièces définitives du marché pourront être signées au moyen d'une signature électronique. Les candidats qui n'en possèdent pas sont donc invités à en faire la demande afin de l'avoir reçue au moment de l'attribution du marché.

Pour toute difficulté rencontrée lors du dépôt électronique de l'offre sur la plateforme de dématérialisation, les candidats sont invités à contacter l'assistance téléphonique ouverte de 9h00 à 19h00 au 01.76.64.74.02

8.5 Format des fichiers :

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles, tels que ceux utilisés dans les documents de la consultation.

8.6 Certificat de signature :

Les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou envoyées sur support physique électronique, sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Le niveau ** du Référentiel général de sécurité (RGS) est requis pour la signature électronique. Les formats de signature XAdES, PAdES et CADdES sont acceptés par le profil d'acheteur. La liste de confiance française est disponible aux adresses suivantes :

<https://references.modernisation.gouv.fr/liste-des-offres-référencées>

Nous invitons à privilégier le format PAdES pour la signature du marché public, afin que la signature soit directement intégrée dans le document signé.

Les certificats de Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité) ne peuvent plus être utilisés depuis le 18 mai 2013. La liste des catégories de certificats est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.entreprises.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>

Les listes de confiance pour les autres Etat-membres de l'UE sont accessibles via le site :

http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

Pour les certificats non référencés sur les listes de confiance, le candidat apportera tout élément nécessaire à la vérification de la validité de la signature, dans les conditions prévues par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Pour plus d'informations :

http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/dematerialisation/rgs.pdf

http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/dematerialisation/signature-electronique-dans-mp.pdf

8.7 Traitement des documents contenant un virus informatique

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité, permettant de conserver la trace de la malveillance, et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé, dans les conditions fixées à l'article R. 2181-1 à R. 2181-4 du code de la commande publique. Cependant, si le candidat a fait parvenir une copie de sauvegarde, et si cette dernière est arrivée au Syndicat ValOrizon dans les délais impartis, la copie de sauvegarde sera alors ouverte.

Toutefois, pour un document électronique relatif à une candidature qui n'a pas fait l'objet d'une réparation ou dont la réparation a échoué, il pourra être décidé de faire application de l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, et demander à l'opérateur économique de procéder à un nouvel envoi du document. Pour procéder à ce nouvel envoi, le délai accordé à l'opérateur économique ne pourra excéder 10 jours.

Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Article 9 : Copie de sauvegarde

Le candidat est autorisé à effectuer à la fois une transmission électronique via la plateforme et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (CD ou DVD-rom, clé USB), ou sur support papier. Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise.

L'Organisme procédera à l'ouverture de la copie de sauvegarde dans les cas suivants :

- **Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté** dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée;
- **Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte**, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

- 14 -

Attention : Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'Organisme.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que l'Organisme n'aurait pas eu besoin d'ouvrir, sera détruit. De même, si la candidature transmise par voie électronique est rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers de l'Organisme, sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

La copie de sauvegarde doit être envoyée sous pli scellé, avant la date limite de remise des offres, portant la mention « *copie de sauvegarde* », accompagnée du nom du candidat et de la référence du marché.

La copie de sauvegarde peut être transmise soit par **voie postale en recommandé avec accusé de réception** ou autre acheminement permettant de s'assurer de l'heure de réception par l'Organisme, soit par **dépôt contre récépissé**, à l'adresse mentionnée ci-dessous :

Valorizon

Service marchés publics

ZAE de la Confluence - Chemin de Rieulet - 47160 DAMAZAN

Les dossiers qui seraient remis ou dont la livraison s'effectuerait postérieurement à la date et l'heure limites ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée et selon les conditions de remise annoncées ci-dessus, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs. L'Organisme ne saurait être tenu en conséquence responsable du retard pris dans l'acheminement de ces dossiers, la soumission étant à la diligence des entreprises. Aucun délai supplémentaire de remise des offres ne saurait être accordé à ce titre. De plus, en aucun cas le pli contenant la copie de sauvegarde ne devra être déposé directement dans la boîte aux lettres de l'Organisme. L'absence de récépissé ne permettant pas d'établir la date et l'heure du dépôt.

Article 10 : Information aux candidats rejetés

L'Organisme, dès qu'il a fait son choix sur les candidatures ou sur les offres, avise le candidat du rejet de sa candidature ou de son offre, conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique. Cette décision sera notifiée par voie dématérialisée, par courriel avec accusé de réception et/ou par le profil acheteur.

Article 11 : Voies de recours

Si le candidat estime que le pouvoir adjudicateur a manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure auprès du Tribunal administratif Bordeaux - 9 rue Tastet, BP 947, 33063 Bordeaux Cedex.

- 15 -
